



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

APPEL A PROPOSITIONS

Projet YES/ENJEU : Engagement de la Jeunesse au Sahel

Lignes directrices à l'intention des demandeurs de subventions

Pays : Mali, Mauritanie, Sénégal, Tchad

Autorité Contractante: Fondation ACRA ETS pour Sénégal, Tchad/ CISV ETS pour Mali, Mauritanie

Date limite de soumission de la demande complète :
03 octobre 2025, 12h00
(date et heure du Sénégal, Mali, Mauritanie)

Projet : « YES/ENJEU : Engagement de la Jeunesse au Sahel »
N°PANAF/2023/4



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

1 APPEL N° 01

1.1 Contexte

Le projet « *YES/ENJEU : Engagement de la Jeunesse au Sahel* », cofinancé par l'UE, N°PANAF/2023/448-073, est mis en œuvre par le consortium Fondation ACRA (Chef de file), CISV (partenaire) et Conseils Nationaux de la Jeunesse de chaque pays d'intervention (associés). Le projet vise à **contribuer à renforcer la participation et l'engagement effectif des jeunes à saisir les opportunités et à contribuer au dialogue interculturel, à la cohésion sociale, aux droits humains, au changement climatique et à l'emploi dans 6 pays du Sahel (OG)**. En particulier, le projet a pour objectif que **les jeunes sahéliens, femmes et hommes, deviennent agents de la cohésion sociale, atténuation des conflits et leaders de la lutte aux changements climatiques et de la promotion de l'égalité des chances/opportunités en activant des réseaux de partenariat et coordination (OS1)** et que **les jeunes sahéliens, femmes et hommes, utilisent les compétences connues et acquises et les services améliorés pour accéder aux opportunités d'emploi et d'insertion socioprofessionnelle (OS2)**.

Pour contribuer à atteindre ces objectifs, en ligne avec les stratégies nationales et internationales, le consortium a retenu 5 produits :

- 1.1** Les capacités des OSC de la jeunesse d'identification, conception et mise en œuvre d'actions concrètes et durables pour la participation civique et politique des jeunes, au niveau régional et national, sont renforcées ;
- 1.2** La capacité de coordination et de plaidoyer des jeunes et de leurs OSC dans le cadre de la coopération UA-EU est renforcée par la création de réseaux régionaux et nationaux d'échange et participation active ;
- 1.3** La mobilisation effective des jeunes, femmes et hommes, est favorisée par l'organisation d'actions innovantes d'information, sensibilisation et participation active ;
- 2.1** Des centres et instruments d'orientation et d'information sur les opportunités d'emploi et de croissance professionnelle adaptées aux jeunes (hommes et femmes) sont structurés et renforcés ;
- 2.2** Un réseau de collaboration entre entreprises, municipalités, opérateurs publics et privés est renforcé pour l'élaboration de politiques et initiatives en faveur de l'employabilité des jeunes.



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

1.2 Objectifs du programme et priorités

Dans le cadre du Produit 1.1, afin de combler les gaps identifiés, et en assurant le support financier et matériel nécessaire à l'amélioration de la participation et de l'engagement civique et politique des jeunes, le projet « YES/ENJEU : Engagement de la Jeunesse au Sahel » vise à la mise en place d'un Fonds (mécanisme de soutien financier - subvention en cascade), au profit d'au moins 120 réseaux/associations de jeunes (20 par pays), dans les six pays d'intervention.

Le présent appel à projet couvre uniquement quatre pays d'intervention (Mali, Mauritanie, Sénégal, Tchad), et il est adressé au profit d'au moins 80 réseaux/associations de jeunes (20 par pays).

1.3 Montant de l'enveloppe financière mise à disposition par l'administration contractante

Le Fonds de l'Appel est réservé aux OSC/associations/réseaux de jeunes actifs au Mali, Mauritanie, Sénégal, Tchad. Les projets devront obligatoirement être mis en œuvre dans au moins **une des zones cibles** par pays :

- **Mali** : Bamako, Koulikoro, Kita
- **Mauritanie** : Nouakchott, Sélibaby, Rosso
- **Sénégal** : Dakar (département de Dakar, Rufisque, Pikine), Ziguinchor (département de Ziguinchor, Bignona)
- **Tchad** : N'Djamena, Moundou

La subvention accordée au titre du présent appel est plafonnée à:

- **Budget** : 5.000 € (3.279.785 XAF/XOF ou 232.421 MRU)
- Le projet finance 100% des coûts totaux éligibles en accord avec le budget proposé
- **Bénéficiaires** : au moins 100 jeunes (18-30 ans), dont 50% femmes/filles par proposition
- **Durée du projet**: 12 mois

Le montant global mis à disposition au titre du présent appel à propositions s'élève à **400.000 EUR /262.382.800 XOF/ 18.593.680 MRU¹**.

L'administration contractante se réserve le droit de ne pas allouer la totalité des fonds disponibles. La subvention couvre 100% du total des coûts éligibles de l'action (financement total). Aucun cofinancement en cash n'est requis des demandeurs.

¹ La valeur des MRU est indicative (INFOEURO septembre 2025) et sujet aux fluctuations de taux de change.



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

2 RÈGLES APPLICABLES AU PRÉSENT APPEL À PROPOSITIONS

Les présentes lignes directrices définissent les règles de soumission, de sélection et de mise en œuvre des actions financées dans le cadre du présent appel à propositions.

2.1 Critères d'éligibilités

Critères d'éligibilité des demandeurs :

- Etre une OSC ou une association des jeunes ou être un réseau d'association des jeunes** établi et enregistré dans un des pays éligibles (Sénégal, Tchad, Mali, Mauritanie), ayant une couverture d'action national ou ayant le siège social dans une des zones ciblées par le projet.
- Le statut du demandeur doit spécifier que le demandeur est sans but lucratif.
- Le statut du demandeur doit contenir, parmi ses buts, un soutien à la jeunesse et à la promotion des droits humains comme objectif statutaire.
- Présenter une auto-certification des montants gérés pour l'implémentation de projets dans les dernières deux années solaires (2023 et 2024), qui doit être d'au moins **5.000 EUR (3.279.785 XAF/XOF ou 232.421 MRU)** pendant la période indiquée, et qui doit comprendre les documents justificatifs demandés dans l'Annexe 11.
- Avoir un compte bancaire auprès d'une institution financière **au nom de l'OSC demandeuse**.
- Etre actif dans une des zones cibles du projet depuis au moins 2 ans (ce requis sera analysé à travers l'annexe 12 - Expérience du demandeur).

**Une priorité sera donnée aux organisations/associations/réseaux qui présentent au moins 50% des membres des organes décisionnels avec moins de 35 ans ou au moins 60% des membres de l'organisation/association/réseau avec moins de 35 ans).

De même, une priorité sera donnée aux associations à composition majoritairement féminine (> 50% des membres) ou incluant en majorité des jeunes vulnérables (> 50% des membres).

La priorisation sera faite avec des points spécifiques fixés par la grille d'évaluation (Annexe 03).

Chaque demandeur peut participer avec 1 seule proposition de projet dans chaque appel à projet.

Au cas où le demandeur présente 2 propositions, le demandeur sera automatiquement exclu.

Chaque proposition doit être portée par une seule organisation. **Les consortiums** de plusieurs organisations ne sont pas admis.



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

ACRA/CISV se réservent le droit de cumuler les éventuels reliquats et les attribuer afin de financer un ou plusieurs projets selon une liste de projets non financés en attente.

Le Fonds finance 100% des coûts totaux éligibles en accord avec le budget proposé par l'OSC demandeuse. Le demandeur ne doit pas apporter un cofinancement.

2.2 Actions éligibles

Définition : une action se compose d'une série d'activités.

Durée : la durée initiale prévue d'une action ne peut pas être inférieure à 12 mois ni excéder 12 mois.

Secteurs ou thèmes : les actions devront contribuer à **améliorer la participation et l'engagement civique et politique des jeunes** dans les pays ciblés et à **promouvoir une culture fondée sur le droit**, en mettant en avant la citoyenneté active dans les domaines clés pertinents pour chaque pays :

- A. **Paix** : renforcement du rôle des jeunes dans la prévention des conflits et la promotion de la cohésion sociale au sein des communautés.
- B. **Migration** : analyse des effets de la migration sur les jeunes, leur intégration sociale et économique, et leurs parcours de mobilité.
- C. **Société et Population** : réflexion sur les enjeux liés à la croissance démographique, notamment pour les jeunes en matière d'éducation, d'emploi et de santé.
- D. **Gouvernance** : promotion de la participation des jeunes dans les processus décisionnels et le renforcement de la gouvernance locale.
- E. **Veille citoyenne** : implication des jeunes dans le suivi citoyen, la promotion de la transparence et de la justice sociale.
- F. **Changement climatique** : mobilisation des jeunes autour des enjeux environnementaux et de leur rôle dans la lutte aux changements climatiques, stratégies d'adaptation et de résilience.

Une attention particulière devra être démontrée vers la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Les propositions ne répondant pas aux objectifs du présent appel à propositions ne seront pas prises en compte.



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

Types d'action :

Les demandeurs devront proposer des approches et activités permettant d'atteindre le résultat défini dans la partie 1.1.

Types d'activité :

De manière indicative et non exhaustive, les types d'activités suivants pourront être considérés :

Type d'actions éligibles à titre d'exemple et non exhaustif :

- A. **Paix** : Ateliers de médiation, théâtre-forum, ciné-forum, programmes radio, cadres de concertation et autres actions pour renforcer la culture de la paix, la cohésion sociale, la prévention des violences dans les quartiers sensibles.
- B. **Migration** : club, discussions, théâtre-forum, ciné-forum, programmes radio, campagnes de sensibilisation, atelier éducatifs dans les écoles et toute autre action pour favoriser le dialogue interculturel, l'entraide, l'intégration des migrants ou réfugiés ou retournés, actions de dialogue ou discussions sur la migration, sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière.
- C. **Société et Population** : campagnes de sensibilisation sur la santé reproductive et la planification familiale, promotion des droits des jeunes filles ; Education et Emploi : actions pour l'orientation et la facilitation de l'emploi/entrepreneuriat et de la formation professionnelle des jeunes etc.
- D. **Gouvernance** : atelier de discussion, forum intergénérationnel, formation de jeunes leaders et autres actions pour faciliter la participation citoyenne des jeunes, la redevabilité locale et les mécanismes de prise de décision au niveau communal.
- E. **Veille citoyenne** : atelier de discussions, cadres de concertation, plateformes numériques gérées par des jeunes pour suivre les engagements publics, encourager la transparence et la justice sociale, faciliter la participation à la vie publique, contribuer à la lutte contre la désinformation.
- F. **Changement climatique** : éducation environnementale, campagnes de sensibilisation ou formation sur les effets du changement climatiques, mobilisation de jeunes, clubs scolaires, groupes de jeunes pour des actions de reboisement, mise en place/gestion/amélioration des forêts communautaires, actions visant le recyclage et la promotion des énergies propres etc.

Bénéficiaires :

Au moins 100 jeunes (18-30 ans), dont 50% femmes/filles par proposition

Dans la proposition il doit être spécifié les types de groupes cibles bénéficiaires du projet. Par exemple (non exhaustive) :

- Jeunes (18-30 ans)
- Jeunes à risque (ex. : réfugié.es, retourné.es, déplacé.es internes, filles mères célibataires, mineurs non accompagnés, personnes vivant avec handicap)



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

- Faiseurs d'opinion/personnes ressources (justifier dans la description de l'action la pertinence)
- Autorités locales
- Autorité traditionnelles
- Services techniques décentralisés des Ministères
- Autres acteurs pertinents

Nombre de demandes et de subventions par demandeur :

Le demandeur ne peut pas soumettre plus d'une demande dans le cadre du présent appel à propositions.

Types d'actions qui ne sont pas éligibles :

- Actions consistant uniquement ou principalement à financer la participation de particuliers à des ateliers, des séminaires, des conférences et des congrès ;
- Actions soutenant financièrement et/ou politiquement des partis politiques, groupes religieux ;
- Actions incluant des aspects de prosélytisme religieux et politique ;
- Actions incluant des aspects de discrimination à l'égard de personnes ou de groupes de personnes en raison de leur sexe, de leurs croyances religieuses (ou de l'absence de croyances religieuses), de leur origine ethnique ou de leur niveau de revenus ;
- Les dépenses d'investissement, telles que l'achat de terrains, de bâtiments, d'équipements ou de moyens roulants, sont autorisées à la hauteur maximale de 30 % du budget total du projet, sous réserve qu'elles soient dûment justifiées, que la propriété soit effectivement enregistrée au nom de l'Association et qu'elles contribuent directement à l'atteinte des objectifs de l'intervention ;
- Actions consistant exclusivement ou prioritairement en l'achat d'équipements, d'intrants ou dans le fonctionnement d'une superstructure ;
- Actions liées à des financements par prêt, y compris le microcrédit.

2.3 Éligibilité des coûts

Coûts directs éligibles :

Les coûts éligibles sont les coûts réels encourus par le demandeur, qui remplissent l'ensemble des critères suivants :

- a) ils sont encourus pendant la période de mise en œuvre de l'action ;
- b) ils sont mentionnés dans le budget global estimé de l'action ;
- c) ils sont nécessaires à l'exécution de l'action ;
- d) ils sont identifiables et vérifiables, et notamment sont inscrits dans la comptabilité ;



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

- e) ils satisfont aux dispositions de la législation fiscale et sociale applicable ;
- f) ils sont raisonnables, justifiés et respectent le principe de bonne gestion financière, notamment en ce qui concerne l'économie et l'efficacité.

Coûts inéligibles :

Les coûts suivants ne sont pas éligibles :

- les dettes et la charge de la dette (intérêts) ;
- les provisions pour pertes ou dettes futures éventuelles ;
- les coûts déclarés par le ou les bénéficiaires et financés par une autre action ou un autre programme de travail bénéficiant d'une subvention de l'Union Européenne (y compris au titre du FED) ;
- les pertes de change ;
- les crédits à des tiers ;
- les rémunérations du personnel d'administrations nationales.

Les demandeurs ne peuvent pas déléguer ou transférer la gestion des fonds reçus à d'autres organisations (via par exemple des appels à propositions).

Clauses déontologiques et code de conduite

a) Absence de conflit d'intérêts

Le demandeur ne peut se trouver dans aucune situation de conflit d'intérêts ni avoir aucun lien de type équivalent avec d'autres demandeurs ou d'autres parties au projet. Toute tentative d'un demandeur visant à se procurer des informations confidentielles, à conclure des ententes illicites avec ses concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou l'administration contractante au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des demandes entraînera le rejet de sa demande et l'exposera à des sanctions administratives conformément au règlement financier en vigueur.

b) Respect des droits de l'homme ainsi que de la législation environnementale et des normes fondamentales en matière de travail

Le demandeur et son personnel doivent respecter les droits de l'homme. En particulier, et conformément à la loi applicable, les demandeurs qui se sont vu attribuer une subvention doivent respecter la législation environnementale, y compris les accords environnementaux multilatéraux, ainsi que les normes fondamentales du travail applicables, telles que définies dans les conventions de l'Organisation internationale du travail en la matière (comme les conventions sur la liberté



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé ou obligatoire et sur l'abolition du travail des enfants).

Tolérance zéro pour l'exploitation sexuelle et les abus sexuels :

La Fondation ACRA applique une politique de «tolérance zéro» en ce qui concerne l'ensemble des comportements fautifs ayant une incidence sur la crédibilité professionnelle du demandeur. Ils sont interdits les châtiments corporels ou violences physiques, les menaces de violences physiques, les abus ou l'exploitation sexuels, le harcèlement et les violences verbales, ainsi que toutes les autres formes d'intimidation.

c) Lutte contre la corruption

Le demandeur doit respecter les lois, règlements et codes de conduite applicables en matière de lutte contre la corruption. La Fondation ACRA se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le financement d'un projet si des pratiques de corruption, de quelque nature qu'elles soient, sont découvertes à n'importe quel stade de la procédure d'attribution ou pendant l'exécution d'un contrat et si l'administration contractante ne prend pas toutes les mesures appropriées pour remédier à la situation. Aux fins de la présente disposition, on entend par «pratique de corruption» toute offre de paiement illicite, de présent, de gratification ou de commission à quelque personne que ce soit à titre d'incitation ou de récompense pour qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution d'une subvention ou à l'exécution d'un contrat déjà conclu avec l'administration contractante.

d) Manquement aux obligations, irrégularités ou fraude

L'administration contractante se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure lorsqu'il s'avère que la procédure d'attribution a été entachée d'un manquement aux obligations, d'irrégularités ou de fraude. Lorsqu'un manquement aux obligations, des irrégularités ou des fraudes sont découverts après l'attribution de la subvention, l'administration contractante peut s'abstenir de conclure le contrat.

2.4 Procédures à suivre pour retrait du dossier et présentation de la demande

Les candidats intéressés sont priés de soumettre leurs candidatures complètes au plus tard le **03 octobre 2025, avant 12h00, heure locale au Sénégal/Mali/Mauritanie** (Date limite de réception des candidatures).



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

Les documents de l'Appel seront disponibles à travers une seule modalité à partir du **03 septembre 2025** :

- Téléchargeables sur le site web ACRA – Appels : <https://www.acra.it/cosa-puoi-fare-tu/appels>

Les dossiers doivent être envoyés uniquement en format électronique à l'adresse : selection.yesenjeu.acra@gmail.com

Le dossier contenant tous les documents requis doit être **rédigé en français**. La candidature doit mentionner l'objet suivant, selon le pays pour lequel le demandeur postule :

« Dossier Appel à propositions YES/ENJEU_Mali »

« Dossier Appel à propositions YES/ENJEU_Mauritanie »

« Dossier Appel à propositions YES/ENJEU_Sénégal »

« Dossier Appel à propositions YES/ENJEU_Tchad »

Le dossier doit être envoyé au plus tard le :
03 octobre 2025, 12h00
(date et heure du Sénégal, Mali, Mauritanie)

Le demandeur peut envoyer des questions pour des éclaircissements à l'adresse e-mail suivant: selection.yesenjeu.acra@gmail.com.

Les questions pour des éclaircissements doivent être envoyées **au plus tard le 14 septembre 2025 à 12h00, heure du Sénégal/Mali/Mauritanie**. Les réponses seront publiées sur le site web ACRA – Appels : <https://www.acra.it/cosa-puoi-fare-tu/appels>. L'envoi d'une requête pour des éclaircissements **n'est pas obligatoire et n'impliquera en aucun cas l'approbation du projet présenté**.

Les éventuels changements à l'appel seront publiés sur le site web ACRA - Appels.



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

2.5 Evaluation et sélection des demandes

L'évaluation des dossiers se compose de ces étapes :

Étape 1 : Ouverture et vérification de conformité du dossier et éligibilité du demandeur, en charge de l'équipe technique de ACRA/CISV

Étape 2 : Evaluation de l'action proposée, en charge du Comité de Sélection (CdS)

Toutefois, si l'examen de la demande révèle, à quelque étape que ce soit, qu'un élément quelconque de la demande (le demandeur, la composition du dossier ou encore l'action proposée) ne remplit pas les critères d'éligibilité des présentes lignes directrices, **la proposition peut être rejetée sur cette seule base.**

Étape 1 - L'équipe technique de ACRA/CISV vérifiera la conformité du formulaire complet selon la grille d'évaluation suivante :

Documents/Exigences	Oui, Non (V, X)
Documents qui prouvent l'enregistrement de l'OSC (agrément/récépissé/documents d'enregistrement du réseau ou Association ou OSC et/ou autorisation de fonctionner) et Fiche entité légale remplie (Annexe 09) (le demandeur doit être constitué comme OSC dans un des pays conformément à la législation nationale en vigueur du pays d'appartenance)	
Copie du Statut du demandeur en français, qui doit spécifier que le demandeur est sans but lucratif et qui doit contenir, parmi ses buts, un soutien à la jeunesse et à la promotion des droits humains comme objectif statutaire	
Liste des membres de l'organisation demandeuse (annexe 08) avec évidence du rôle (organe décisionnel ou membre de l'association), de la tranche d'âge (< ou > de 35 ans), indication homme/femme et de l'éventuelle vulnérabilité.	
Auto-certification des montants gérés (annexe 11) pour l'implémentation de projets dans les dernières deux années solaires (2023 et 2024), d'au moins 5.000 EUR (3.279.785 XAF/XOF ou 232.421 MRU) pendant la période indiquée, dûment remplie et signée par le représentant légal du demandeur, y compris les documents justificatifs demandés dans l'annexe.	
Formulaire signalétique financier (annexe 10) dûment rempli et signé par le représentant légal du demandeur (le demandeur doit avoir un compte bancaire auprès d'une institution financière au nom de l'OSC demandeuse)	
Tableau d'expériences (annexe 12) : le demandeur doit démontrer d'avoir déjà mise en place des activités dans une des zones cibles du projet depuis au moins 2 ans.	
Formulaire de demande de subvention (annexe 06) : descriptif de l'action complété et rédigé en français.	
Demande de financement – Format Budget (annexe 07) : budget de la demande de financement complété en XOF (Mali et Sénégal) ou XAF (Tchad) ou MRU (Mauritanie) et rédigé	



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

en français, dans lequel au minimum 60% du budget total proposé doit être attribué à la rubrique 5 – Activités.	
Un procès-verbal de la rencontre/assemblée des membres du Demandeur qui sanctionne la participation à l'initiative et avec la désignation des membres du Comité de Gestion pour la réalisation et le suivi du projet.	

L'équipe technique d'ACRA/CISV peut juger les requêtes :

- Recevables sur la base des critères généraux d'éligibilité/rejet.
- Non recevables, sur la base des critères généraux de rejet/éligibilité. Une correspondance écrite est transmise aux bénéficiaires.

Seulement les dossiers qui répondent positivement à tous les critères peuvent passer à l'étape 2.

Les demandes incomplètes peuvent être rejetées.

2.6 Etape 2 – évaluation de pertinence et qualité et notification de la décision de l'administration contractante

Le Comité de sélection (CdS) est l'organe d'évaluation technique des demandes d'action proposées dans le cadre de l'appel à propositions. Le CdS est chargé de l'analyse technique et financière des projets présentés par les demandeurs. Quatre (4) Comités de Sélection, un pour chaque pays cible de l'appel, seront mis en place. Les CdS est basé au niveau de la capitale dans chaque pays.

L'évaluation sera réalisée par le CdS sur la base des critères spécifiés dans la Grille d'Évaluation (*Annexe 03*).

Le CdS, qui statue en dernier ressort, peut :

- **Rejeter l'Action** : dans ce cas, le dossier sera classé par le Secrétariat du CdS qui donnera la communication aux bénéficiaires (lettre de rejet).
- **Approuver l'Action** : le CdS procède à la classification des Actions approuvées selon le score des grilles d'évaluation. **En suivant ce classement, les premiers projets seront financés, jusqu'à l'épuisement des moyens financiers.** Le CdS peut aussi recommander que l'Action soit mise en exécution à une date ultérieure.

La liste des actions financées peut être aussi annoncée par la radio locale et affichée ou publiée dans les endroits publics et partagée avec les autorités administratives.



ENJEU - Engagement de la Jeunesse au Sahel
Youth Europe Sahel (YES)

En cas de contestation du bien-fondé du rejet d'une requête par le CdS, les demandeurs exposent par écrit les arguments mettant en cause les motifs de la décision.

A la réception de la lettre, le Président du CdS peut décider d'inscrire le dossier à l'ordre du jour de la suivante réunion pour un réexamen. Tout rejet à l'issue d'un second examen par le CdS est définitif.

2.7 Conditions de mise en œuvre après la décision de l'administration contractante d'attribuer une subvention

Par sa décision, le CdS autorise à entamer l'établissement des formalités administratives et financières nécessaires pour la réalisation des actions.

Le versement de la subvention pour une Action est subordonné à la signature d'une **Convention de Financement** entre le Représentant Légal du demandeur et le Représentant de ACRA ou de CISV, selon le pays d'intervention (*Annexe 05*).

3 LISTE DES ANNEXES

- Annexe 03 : Grille d'évaluation (ÉTAPE 2)
- Annexe 05 : Convention de financement
- Annexe 06 : Formulaire de demande de subvention
- Annexe 07 : Format budget
- Annexe 08 : liste des membres
- Annexe 09 : Fiche entité légale
- Annexe 10 : Signalétique financier
- Annexe 11 : Autocertification gestion des fonds
- Annexe 12 : Expérience du demandeur
- Lignes directrices administratives Appel YES.ENJEU